

Pour nos salaires,

En grève le 19 mars

pour l'école publique !



Pourquoi une grève dans toute la Fonction publique ?

Les organisations syndicales appellent ensemble à une grève dans toute la Fonction publique pour de vraies augmentations de salaires.

On observe une paupérisation de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et plus généralement de la Fonction publique, qui va s'aggraver avec l'absence de revalorisation du point d'indice ni d'augmentation de salaire en 2024. Au contraire, le gouvernement parle de plus en plus de créer des voies de rémunération au mérite pour les agents publics ! C'est un scandale quand on voit les conditions dans lesquelles on travaille : pas de médecine de prévention, une formation continue inexistante, des demandes de temps partiels ou de disponibilité refusées, des mutations impossibles, une hiérarchie souvent maltraitante ! Les agent·es ne sont pas dans l'attente de « mérite » mais d'une rémunération qui leur permette de vivre dignement et soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions.



Pour la défense de l'école publique, les personnels de l'éducation sont un rempart contre la politique réactionnaire et libérale de Macron et Attal !

Par leur mobilisation, les personnels ont fait obstacle à la politique de tri social conduite par Attal avec le "Choc des savoirs" : incapable de convaincre ni les personnels ni l'opinion publique de cette réforme, Amélie Oudéa-Castéra a dû quitter ses fonctions et la réforme semble vidée d'une partie de son contenu. Il faut maintenir la pression pour l'abandon de la totalité des mesures Choc des savoirs.

En grève le 19 mars pour nos salaires, pour l'école publique !

Dans leur mobilisation, les personnels ont montré leur engagement pour la défense de l'école publique, largement attaquée par la politique libérale et réactionnaire du duo Macron-Attal. Il faut aller plus loin et gagner de vrais moyens pour le service public d'éducation et pour accueillir tous les élèves à l'école qu'importe leur handicap, leur nationalité, leurs difficultés scolaires et/ou sociales. Contre les reculs sociaux qu'ont été les passages en force de Parcours sup et de la réforme des lycées, battons nous pour l'école publique, avec des moyens pour l'inclusion scolaire et l'éducation prioritaire.

Pour un collège qui lutte vraiment contre les inégalités !

Les ministères successifs ont mis à mal le collège unique : manque d'investissement, dotations en baisse, casse de la formation continue... jusqu'à déplorer aujourd'hui ses difficultés à lutter contre les inégalités et à faire progresser les élèves.

Plutôt que de débloquer des moyens conséquents pour enseigner dans de meilleures conditions avec des effectifs réduits, le duo Macron-Attal choisit des mesures qui aggravent les inégalités sociales : groupes de niveau, sélection à l'entrée du lycée, module de découverte des métiers pour avancer petit à petit sur une orientation le plus tôt possible vers des voies professionnelles de relégation sociale...

Blanquer n'est plus au ministère mais c'est toujours sa politique éducative des Savoirs fondamentaux qui est imposée : le ministère insiste sur l'acquisition de tâches simples "lire-écrire-compter" via l'enseignement du français et des maths au détriment des autres disciplines pour les élèves des quartiers populaires, pendant que les élèves des collèges les plus favorisés ont droit à de meilleures

conditions d'enseignement en langues, en sciences, et dans les différentes disciplines, mais aussi à des projets culturels, à davantage d'options, de sorties... La politique des Savoirs fondamentaux a grandement appauvri l'école et la formation des enseignant·es, c'est au tour du collège unique et de sa richesse disciplinaire d'y être assujetti.

Le "Choc des savoirs" n'en est pas un, c'est un "Choc des inégalités" qui conduit à reléguer dans des groupes d'élèves aux résultats les plus faibles les élèves en situation de handicap, les élèves allophones, les élèves aux difficultés scolaires ou sociales dans les mêmes groupes sans limitation d'effectif. Le ministère a fait de l'hétérogénéité des classes un problème en refusant de donner aux personnels les moyens d'enseigner.

»»»»» En grève le 19 mars !

Pour SUD éducation, il y a urgence à donner au collège les moyens de fonctionner, il faut :

- baisser le nombre d'élèves par classe,
- recruter des personnels enseignants, AESH, AED, CPE, Psy-EN, médico-sociaux, techniques, administratifs...
- financer les options afin d'élargir l'offre de formation dans tous les collèges,
- former les personnels aux défis de l'école : l'inclusion, la lutte contre les inégalités et les violences, l'accueil de tous les élèves, la reconversion écologique de la société.

éducation
SUD
Union
syndicale
Solidaires